



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Août 2002

Volume 1, Numéro 6

Ligne de fond	1
Groupe De Négociation Sur L'Accès Aux Marchés: Les Divergences Sur Les Modalités D'Organisation Des Pourparlers Persistent Toujours	1
Comité Du Commerce Et Du Développement: La Date De Référence Pour Le Traitement Spécial Et Différencié Prorogée Au 31 Décembre 2002	3
NOUVELLES DE L'OMC	5
Groupe De Travail Sur Le Commerce, La Dette Et Les Finances: Les Membres Demandent Une Reforme Du Système Financier International	5
Agriculture: La Proposition Américaine Suscite Une Vive Controverse A L'OMC Et Présage De Discussions Difficiles Sur L'Accès Aux Marchés	7
Accord Sur Les Textiles Et Les Vêtements: Les Pays En Développement Dénoncent La Lenteur Dans La Mise En Oeuvre	9
SUR LE FIL	10
Le Sommet Des Chefs D'Etats Et De Gouvernement ACP: Consolider Les Acquis Commerciaux Et Renforcer L'Unité Dans Les Négociations	11
EVENEMENTS	12
PUBLICATIONS	13

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Groupe De Négociation Sur L'Accès Aux Marchés: Les Divergences Sur Les Modalités D'Organisation Des Pourparlers Persistent Toujours

Lors de la première des quatre réunions restantes pour 2002 du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, à l'OMC, les membres ont abordé différentes approches sur la façon de structurer les pourparlers sur l'accès aux marchés pour les produits industriels, notamment comment traiter des droits de douane, les obstacles non tarifaires, les préoccupations des pays en développement et les produits environnementaux. L'UE, le Japon, la Nouvelle Zélande, la Corée du sud et les Etats-Unis ont tous présenté des propositions devant faire l'objet de discussions.

Contexte général

L'on se rappelle que lors la session spéciale du 11 et 12 avril dernier, les membres s'étaient déjà heurtés à de profondes divergences sur l'établissement d'une date de référence pour convenir des modalités des pourparlers sur les tarifs industriels. Les débats étaient alors centrés sur une proposition antérieure du Président du Groupe de négociation qui avait suggéré que les membres se mettent d'accord sur des modalités d'ici le 30 mars 2003, comme c'est le cas pour l'agriculture et les services. (Voir Passerelles, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement durable, volume 1, n°3, mai 2002, disponible sur http://www.ictsd.org/pass_synthese/020517/index.htm),

Ces modalités doivent définir le cadre de la conduite des négociations et peuvent comprendre des cibles numériques, des formules de réduction, secteur par secteur, et des approches demande/offre. Et, parce qu'elles structurent la manière dont les droits de douane seront réduits et quels types de tarifs seront visés, elles peuvent aussi avoir un impact significatif sur le résultat des négociations.

Le mandat de Doha engage les membres à "réduire ou, selon qu'il sera approprié, éliminer les droits de douane, y compris de réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits de douane, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement ... Les négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et des PMA participants, au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction. ". En début mars 2002, les membres avaient également décidé que les négociations sur les produits environnementaux auraient lieu dans le Groupe de l'accès aux marchés, sous la supervision de la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement.

Les membres ont convenu, le 18 juillet, de présenter des propositions sur les modalités pour les négociations sur l'accès aux marchés d'ici fin 2002, et de se mettre d'accord sur " un canevas possible sur les modalités d'ici fin mars 2003, afin d'arriver à un accord sur les modalités le 31 mars 2003 au plus tard ".

Quelles modalités de négociation pour l'accès aux marchés ?

Une diversité d'options pour la structuration des pourparlers sur l'accès aux marchés s'est dégagée des propositions et des discussions qui ont suivi lors de la réunion du 2 août. Dans sa présentation (TN/MA/W/6, disponible en ligne à : <http://docsonline.wto.org>), la Corée du sud a déclaré " préférer suivre une approche fondée sur une formule, avec un recours limité à l'approche de la présentation de demandes et d'offres, en cas de

nécessité. " Selon la Corée, les modalités fondées sur une formule, entraîneraient la réduction tarifaire générale la plus forte pour tous les membres. La méthode fondée sur une formule, ou les réductions tarifaires linéaires d'une égale importance, s'expriment généralement en réduction de pourcentage à travers l'ensemble des classes de produits. La méthode fondée sur la présentation de demandes et d'offres procède généralement sur la base de demandes et d'offres bilatérales, les résultats s'étendant à tous les autres membres de l'OMC sur la base de la nation la plus favorisée.

La position de la Corée a reçu l'appui du Japon (TN/MA/W/5), dont la présentation énonçait qu'une méthode fondée sur une formule serait un moyen effectif de parvenir à un accord dans un délai bref (par exemple la date limite du 1 janvier 2005 pour le Cycle de négociations de Doha). Toutefois, la Corée a assorti ceci de réserves en notant l'importance qu'il y a à réduire les droits de douane jusqu'à un certain niveau ciblé correspondant au niveau de développement des pays, déclarant que pour ce qui concernait les pays en développement, le niveau de développement et de compétitivité de chaque membre devait être attentivement analysé.

La Chine, l'Inde et le Kenya ont déclaré au Groupe de négociation qu'ils préféraient une approche fondée sur la présentation de demandes et d'offres. Selon le Kenya, de nombreux pays en développement n'étaient pas en mesure d'ouvrir leurs marchés de manière linéaire, en raison de la faiblesse de leur base industrielle, notant qu'il craignait la possibilité d'une désindustrialisation, de même que la perte de recettes pour le fonctionnement quotidien de l'Etat, si le pays devait réduire de manière significative les tarifs d'importation sur les produits industriels.

La présentation de l'UE (TN/MA/W/1) a fait montre d'une certaine flexibilité, et noté que s'il y avait différentes manières de réduire les droits de douane, " la modalité à choisir doit entraîner les plus fortes réductions générales possibles pour les membres. " Selon l'UE, l'objectif le plus important des négociations devrait être de combler l'écart

entre les droits effectivement appliqués et les droits consolidés.

Appels à la réduction des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits

Un certain nombre de membres ont convenu que la question des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits devait être une priorité. L'Inde, la Chine et le Kenya ont indiqué qu'il fallait dans ce domaine un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, car les droits élevés sur des produits à valeur ajoutée ont l'impact le plus fort sur les pays pauvres disposant de bases industrielles faibles. L'UE et le Japon ont ciblé la réduction des crêtes tarifaires, bien qu'ils aient semblé moins confiants quant à la réduction de la progressivité des droits de douane.

Environnement

En plus d'une proposition sur l'évaluation des besoins en matière de données sur les tarifs douaniers et les échanges, les Etats-Unis ont présenté, le 3 juillet, leur document sur la nécessité d'assurer un plus grand accès aux marchés aux produits environnementaux (TN/MA/W/3). Entre autres, la présentation plaidait en faveur d'une plus grande coordination entre le Comité du commerce et de l'environnement et le Groupe de l'accès aux marchés de l'OMC, afin d'assurer un accès substantiel aux marchés pour les produits environnementaux. Ceci a été réitéré par la présentation coréenne, qui a souligné la nécessité d'une " coopération renforcée avec le Comité du commerce et de l'environnement, ainsi qu'entre membres " pour négocier sur l'accès aux marchés pour les produits environnementaux. La Malaisie a souligné que les négociations sur les produits environnementaux n'impliquaient pas un accord sur les normes environnementales pour différents produits industriels.

Obstacles non tarifaires

Dans sa présentation, la Nouvelle Zélande (TN/MA/W/4) a déclaré que le Groupe de négociation devait se concentrer sur l'identification des obstacles non tarifaires, car ceux-ci constituaient une menace sérieuse pour la

libéralisation accrue du commerce des produits industriels, et l'identification d'un certain nombre d'obstacles non tarifaires présents dans les régimes commerciaux des membres de l'OMC. La Corée a également déclaré qu'elle souhaitait que différentes catégories de mesures non tarifaires soient " clairement définies et listées, et qu'il soit convenu des moyens d'identifier différents obstacles non tarifaires appartenant à ces catégories, dès le début des négociations. "

Comité Du Commerce Et Du Développement: La Date De Référence Pour Le Traitement Spécial Et Différencié Prorogée Au 31 Décembre 2002

Arrivés à la date limite du 31 juillet, date à laquelle les membres du comité du commerce et du développement devaient rendre compte de leur réexamen du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, les membres de l'OMC ont décidé de proroger au 31 décembre 2002, la date de référence pour soumettre au Conseil général des " recommandations claires en vue d'une décision " sur le traitement spécial et différencié.

Cette décision officielle prise après plusieurs mois de discordes est obtenue sur la base d'un rapport soumis et débattu lors de la réunion du CDD du 24 juillet. Le rapport (TN/CTD/3), disponible à l'adresse : <http://docsonline.wto.org>, avait en effet fixé la date du 31 décembre 2002 comme date limite prorogée pour que le Comité fasse rapport au Conseil général.

L'aboutissement d'un long processus

Déjà à la session spéciale du 2 juillet sur le traitement spécial et différencié, les membres avaient examiné un addendum à la proposition des PMA (TN/CTD/W/4/add.1), ainsi que des éléments du rapport adopté le 31 juillet. L'addendum soumis par les PMA plaide en faveur d'une élimination des pics tarifaires et des droits progressifs, des mesures

de désendettement, des mesures ciblées favorisant le transfert des technologies vers les entreprises des PMA, et des mesures temporaires de compensation pour les réductions tarifaires sur une base de la nation la plus favorisée. (Voir Passerelles, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement durable n°1, vol.5, juillet 2002, http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

A la session spéciale du 17 juillet, la plupart des membres s'attendaient à ce que les délégués adoptent le rapport séance tenante. Il était cependant apparu que cela n'était pas un objectif réaliste dans la mesure où, après 9 sessions informelles de cet organe depuis le 27 juin, en plus des discussions sur le traitement spécial et différencié lors d'une réunion de haut niveau avec Peter Allgeier, représentant adjoint du commerce extérieur américain, les mêmes questions fondamentales sont restées au cœur du débat en cours (délais, option des questions spécifiques aux accords contre celle des questions transversales). Un délégué s'exprimant anonymement a déclaré que lors de la dernière réunion informelle, certains pays avaient menacé de faire appel à leurs supérieurs dans les capitales.

Deux projets de rapport révisés pour un consensus

Il a fallu donc que le président procède à une révision de la seconde copie pour susciter l'adhésion qui lui faisant encore défaut. Mais malgré les modifications apportées au second projet de rapport (TN/CTD/W/12/Rev.1), certaines critiques formulées contre le premier rapport s'y sont reflétées, notamment un paragraphe plus détaillé traitant de la proposition paraguayenne relative à la Clause d'habilitation (TN/CTD/W/5; /W/5/Add.1; & /W/5/Add.2 pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org>), une mention explicite de " l'utilité d'une définition et d'une compréhension plus claires des principes et objectifs dans l'évaluation de l'efficacité des dispositions relatives au traitement spécial et différencié ". Et la suggestion explicite d'accorder " davantage de considération " à la proposition du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.1) sur les critères pour l'assistance technique et financière.

L'essentiel des changements, mais également du litige, se trouvait dans la section finale, intitulée " Comment progresser ". Deux options avaient prévalu pour différer le mandat de " faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires en vue d'une décision [...] ". Alors que l'Egypte, le Kenya et l'Inde insistaient sur la date de novembre 2002, les deux premiers projets ne comprenaient que les dates de décembre 2002 (Malaisie et Indonésie) et mars 2003 (Australie, Norvège, Colombie, Nouvelle Zélande) comme options. D'autres pays tels que la Suisse, ont suggéré la Cinquième Conférence ministérielle (septembre 2003), alors que d'autres encore (Etats unis, UE) étaient peu disposés à spécifier une date de manière explicite. Un ambassadeur africain qui a requis l'anonymat a noté qu'il était confiant que la date de décembre prévaudrait, car elle n'était " pas négociable " pour les pays en développement. D'autres sources ont également indiqué que ceux qui faisaient pression en faveur de la date de novembre avaient accepté l'option de fin 2002, afin de faire avancer le processus. Certains pays développés dont le Canada auraient déclaré que la première date était inapplicable, mais qu'ils ne la bloqueraient pas.

Divergences sur la manière d'aborder les questions spécifiques et/ou transversales

Un autre point d'achoppement majeur porte sur la question de savoir comment et dans quel ordre traiter les différentes propositions spécifiques aux accords et les propositions transversales. Certains membres, dont la Suisse, le Japon, la Norvège et les Etats-Unis, aimeraient d'abord mettre l'accent sur les principes et les objectifs. D'autres membres - essentiellement des pays en développement, soutiennent que la priorité, selon le mandat de Doha, doit être l'examen des propositions spécifiques. D'autres, tels que l'Argentine, l'Egypte, le Pakistan, le Brésil et la Malaisie, vont plus loin dans cette direction, en déclarant qu'un examen des principes et des objectifs n'entre même pas comme facteur dans le réexamen imposé du traitement spécial et différencié, prévu à Doha. Ici, le projet de la première session spéciale du Comité du commerce et du développement lie l'option des

questions transversales à l'engagement à fournir " un effort maximal " pour présenter des réponses aux propositions spécifiques aux accords d'ici le 31 octobre 2002. Toutefois, le second projet supprime ce lien, en éliminant totalement les problèmes des questions transversales du paragraphe spécifiant la date limite d'octobre pour les questions spécifiques aux accords, et élimine la référence explicite au délai d'octobre.

Alors qu'un certain nombre de pays en développement craignaient que ce lien ne mène à ce que des conditions soient associées à l'ensemble des questions, une source africaine s'est dite inquiète du fait que dissocier ces deux questions de manière explicite ne permette aux pays industrialisés de ne faire pression que pour les questions transversales qui présentent un intérêt pour eux, en négligeant les autres (au nombre desquelles figurent les propositions des PMA et du Groupe africain). De nombreux pays développés ont fait part de leur souhait de rétablir le lien afin de ne pas subordonner ce domaine aux propositions spécifiques aux accords. En outre, concernant la date limite pour répondre aux propositions spécifiques aux accords, le Président Smith a légèrement rehaussé la charge contraignante de l'énoncé, en remplaçant " Les membres s'efforceront de fournir des réponses [...] " par " Les membres devraient fournir des réponses détaillées [...] ". Les délégués des pays en développement ont réitéré leur mécontentement à propos de ce qui est toujours une disposition non contraignante, un délégué africain observant que s'ils n'étaient pas en mesure d'arriver ici à une formulation contraignante, ils feraient pression pour qu'il soit stipulé que les débats se poursuivraient sur ces questions après cette date, quelles que soient les réponses.

Mécanisme de contrôle et assistance technique

On peut encore trouver un appui à la proposition de mécanisme de contrôle dans le second projet de rapport, toutefois, au lieu que la session spéciale du Comité du commerce et du développement ne soit chargée de fournir plus de détails sur sa structure et ses termes de référence, le nouveau projet note que ceci incombera au Conseil général lui-même. Ceci,

disent certains délégués des pays en développement, est perçu comme une tentative visant à différer le seul avantage tangible issu jusqu'ici de ce processus laborieux.

Enfin, dans le domaine de l'assistance technique, le premier projet de rapport stipule que la session spéciale devrait soumettre des propositions sur les programmes d'assistance technique, de renforcement des capacités et de formation avant leur inclusion dans le Plan d'assistance technique de 2003. Le nouveau projet supprime la référence à 2003, en faisant ainsi une directive permanente pour l'avenir. Des divergences persistent toutefois sur la manière dont ceci devrait être traité, soit par la session spéciale, soit par les sessions normales.

NOUVELLES DE L'OMC

Groupe De Travail Sur Le Commerce, La Dette Et Les Finances: Les Membres Demandent Une Reforme Du Système Financier International

La seconde réunion du Groupe de travail sur le commerce, la dette et la finance à l'OMC, réuni les 11 et 12 juillet, a passé la majeure partie du temps à entendre les rapports d'un certain nombre d'agences régionales et internationales sur les liens entre le commerce et la finance. En plus de cela, l'organe a adopté son programme de travail pour 2002, ce qu'il n'avait pas été en mesure de faire lors de sa première réunion, en avril dernier, en raison des désaccords sur la focalisation de la section de la dette dans le plan.

La CNUCED plaide pour une réforme plus poussée de l'architecture financière actuelle

Si les discussions se sont concentrées sur un certain nombre de présentations, on a noté celle de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement, CNUCED (WT/WGTDF/W/5, accessible à <http://docsonline.wto.org>), intitulée " Les effets de

l'instabilité financière et de la variabilité des produits de base sur le commerce, la finance et le développement ". Ce document a adopté une perspective historique sur la question du commerce, de la dette et de la finance, en établissant des parallèles entre les questions dont la CNUCED estimait qu'elles devaient être posées par le Groupe de travail et celles posées par les architectes du système financier international dans la période suivant la seconde guerre mondiale.

Dans le contexte des similitudes établies entre les questions posées en 1944 et celles posées actuellement, le rapport de la CNUCED a commencé par un réexamen de l'approche adoptée par les architectes de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, Organisation internationale du travail (OIT)). Le rapport a débattu de l'incapacité à créer un système économique global totalement cohérent, en notant en particulier l'incapacité à créer une institution pour stabiliser les prix des produits de base et à mettre en œuvre un certain nombre d'éléments clés de la charte proposée par l'OIT. Le rapport a conclu par un certain nombre de commentaires et de recommandations, notamment, entre autres, le fait que les systèmes internationaux actuels du commerce et de la finance ne fournissent pas de ressources financières suffisantes à long terme pour permettre aux pays en développement de réaliser la croissance soutenue rapide nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, et que les engagements supplémentaires souscrits lors de la Conférence de Monterrey " étaient bien inférieurs " aux montants nécessaires pour combler les disparités de ressources.

Le rapport de la CNUCED a en outre appelé à une re-conception de l'architecture du système financier international, avec l'objectif fondamental de faciliter l'intégration des pays en développement dans le système commercial international. En outre, le rapport a perçu la nécessité d'intégrer et de détailler les mesures spécifiques dans le cadre de l'OMC qui pourraient être mises en œuvre quand le financement des déséquilibres extérieurs est insuffisant ou n'est pas disponible. Sur cette dernière recommandation, le document a noté que

les insuffisances des mesures actuelles concernant la balance des paiements à l'OMC n'étaient pas " conçues pour les problèmes endémiques au système international actuel [...] ". Notamment, le dernier point du rapport considérait le second domaine de concentration du Groupe de travail, celui du commerce et de la dette, comme étant " d'importance égale ou de plus grande importance " que son autre domaine de concentration, le commerce et la finance. Le rapport poursuit en soulignant que nombre des déséquilibres de comptes extérieurs que connaissaient les pays en développement, en raison essentiellement des questions d'endettement et de service de la dette. Parmi les autres communications présentées lors de la session, il y avait : (a) une revue par le Secrétariat de l'OMC de la littérature relative aux crises financières des années 90 (WT/WGTDF/W/4) ; (b) une liste des dispositions de l'OMC relatives aux dispositions et restrictions en matière de change, à la balance des paiements et aux difficultés financières extérieures, à l'assistance financière pour le développement et à la cohérence (WT/WGTDF/W/3) ; (c) une communication de l'Asian Development Bank (WT/WGTDF/W/6) intitulée " Initiatives to Ensure Continuity of Trade Flows " portant sur les préoccupations et initiatives de financement du commerce parmi les clients de la banque de développement ; et (d) une communication de l'OCDE (WT/WGTDF/W/7) intitulée " Financial Crises : Implications for Trade and Trade Policy " mettant en évidence certains des enseignements clés de la crise financière de 1997. (Tous les documents ci-dessus sont accessibles en français à : <http://docsonline.wto.org>).

Des appréciations divergentes sur le contenu du rapport

Faisant des commentaires sur les différentes présentations, le Kenya s'est dit préoccupé à propos de la conditionnalité de politique " onéreuse " des institutions internationales. En ce qui concerne les incohérences entre les systèmes commercial et financier internationaux, détaillées dans le rapport de la CNUCED, la Chine a noté que l'OMC n'était pas un système commercial rationnel ; l'Inde s'est rangée sur cet avis, en déclarant que la réforme

intérieure n'avait pas aidé le développement et qu'un système international axé sur le développement était nécessaire. Le Pakistan a noté que la cohérence ne devait pas renforcer les problèmes créés par les règles de l'OMC et la Malaisie est intervenue en disant que le système financier actuel n'était pas en train d'orienter les flux à des fins de développement. Le Brésil a déclaré qu'il reviendrait sur les incohérences entre le système commercial international et le système financier international. Par contre, l'UE a soutenu que l'économie globale avait en fait bien résisté aux chocs récents, par rapport à des périodes antérieures de l'histoire, et que les pays pauvres avaient bénéficié des accroissements significatifs des entrées d'investissement, et les Etats-Unis ont parlé de la nécessité de mettre en œuvre des réformes intérieures pro-concurrence complémentaires, en même temps que la libéralisation des échanges.

Les prochaines réunions du Groupe de travail sont fixées au 30 septembre et au 17 décembre prochains.

Agriculture: La Proposition Américaine Suscite Une Vive Controverse A L'OMC Et Présage De Discussions Difficiles Sur L'Accès Aux Marchés

Le 25 juillet dernier, les Etats-Unis ont publié à l'OMC leur proposition faite dans le cadre des négociations agricoles en cours à l'OMC. Cette proposition est arrivée un jour avant le démarrage d'une réunion qui réunissait à Nara, au Japon, les ministres de l'agriculture des cinq plus grandes puissances agricoles du groupe de " Quint " composé des Etats-Unis, du Japon, l'UE, le Canada et l'Australie.

La proposition a également été aux consultations d'intersession sur l'accès aux marchés des 29-30 juillet, au Comité de l'agriculture, juste avant l'interruption d'été à l'OMC. Si certains membres ont appuyé la proposition (notamment les 18 membres du Groupe de Cairns), d'autres, au

premier rang desquels le Japon et l'UE, ont contesté sa crédibilité, au vue de la récente Farm Bill américaine relative à une hausse des subventions.

Les détracteurs ont souligné le fait que la nouvelle proposition agricole américaine faisait reposer le gros de la responsabilité des réformes sur les autres membres (spécialement l'UE et le Japon) et pas sur les Etats-Unis mêmes. Ces deux pays ont indiqué qu'elle est " trop audacieuse ", " va trop loin " et ne semble pas être la base d'un compromis possible.

Objectifs américains pour l'agriculture

La proposition américaine pour les réformes agricoles touche aux trois piliers de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture : la concurrence à l'exportation, l'accès aux marchés, et le soutien interne. Concernant la concurrence à l'exportation, la proposition appelle, entre autres, à l'élimination des subventions à l'exportation sur une période de cinq ans (en augmentations annuelles égales), la suppression des entreprises commerciales étatiques, l'interdiction des taxes sur les exportations agricoles, et l'établissement de règles pour régir l'activité en matière de crédits à l'exportation.

Concernant l'accès aux marchés, la proposition suggère, entre autres mesures, des réductions tarifaires générales sur les produits agricoles, pour arriver à un taux tarifaire maximal de 25% sur une période d'introduction progressive de 5 ans (réduisant ainsi davantage les droits de douane élevés que les droits de douane faibles), suivies de mesures visant à éliminer, par la suite, tous les droits tarifaires agricoles. Elle cherche également à rehausser de 20% les contingents tarifaires (par l'application d'un taux tarifaire spécifique pour un certain volume d'importations, et un second (plus élevé) sur les importations supérieures à ce volume. En outre, les Etats-Unis proposent l'élimination de la mesure de sauvegarde spéciale sur les produits agricoles (qui permet aux membres de mettre en œuvre des restrictions d'urgence à l'importation des produits agricoles).

Concernant le soutien interne, les Etats-Unis cherchent à intégrer les subventions de la " catégorie bleue ", Blue Box, (soutien lié à la production " ayant moins d'effets de distorsion ") dans la " catégorie ambre ", Amber Box, (soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges). Les membres se sont engagés à des réductions sur ces dernières, mais non sur les premières. Cette " catégorie " combinée serait alors soumise à une limite de soutien de 5% de la valeur totale de la production agricole. La proposition suggère également de maintenir les critères de base du soutien n'ayant pas d'effets de distorsion sur les échanges (" catégorie verte ", Green Box).

Division du groupe de " Quint " sur la proposition américaine

Lors de leur réunion, des 26 et 27 juillet au Japon, les ministres de l'agriculture des Etats-Unis, de l'UE, du Canada, du Japon et de l'Australie ont dégagé un consensus mou sur la manière de poursuivre les négociations à l'OMC.

La Secrétaire américaine à l'agriculture, Ann Veneman, a profité de l'occasion pour observer qu'en avançant cette nouvelle proposition, les Etats-Unis disent très clairement qu'ils souhaitent maintenir une position de leadership dans les négociations agricoles et qu'ils sont disposés à apporter des changements à leurs programmes agricoles si d'autres pays sont disposés à en faire de même. Les ministres canadien et australien ont favorablement accueilli le " réengagement [américain] dans les négociations ", malgré le fait que leurs deux pays avaient des points de vue divergents sur la manière de mener les réformes. " On a considéré que les Etats-Unis ont perdu leur position de leadership en ce qui concerne ces questions en raison de leur propre Farm Bill et du sentiment que les Etats-Unis demandaient à d'autres parties du monde de faire ce qu'ils n'étaient pas prêts à faire eux-mêmes ", a déclaré Warren Truss, ministre de l'agriculture australien. " Cette [proposition ...] entraîne certes des difficultés pour les Etats-Unis, bien que, peut-être, comme on peut s'y attendre, elle a effectivement un plus grand impact sur des pays tels que les pays de l'UE et le

Japon, d'abord parce qu'ils ont de plus grands programmes de subventions. "

Franz Fischler, Commissaire européen à l'agriculture, a indiqué qu'à son sens, le rapport n'était " pas une très bonne base pour trouver un compromis dans les négociations. " Le ministre de l'agriculture japonais, Tsutomu Takebe est allé plus loin, reprochant au plan d'être déséquilibré et de se concentrer de manière excessive sur la réduction des droits de douane, tout en ne faisant pas assez pour prendre en compte les préoccupations relatives à la préservation de l'environnement ou des pratiques agricoles traditionnelles.

La proposition américaine au devant de la scène lors des négociations sur l'accès aux marchés

Les consultations d'intersession informelles à l'OMC, sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles, les 29-30 juillet, avaient 6 points devant faire l'objet de discussion : les droits de douane, les contingents tarifaires, l'administration des contingents tarifaires, les mesures de sauvegarde spéciale, les entreprises commerciales étatiques, et d'autres questions d'accès aux marchés. Toutefois, en raison des contraintes de temps, les deux derniers points n'ont pas été débattus et seront abordés au début de la session spéciale (de négociation) sur l'accès aux marchés, du 2 septembre.

Sur les droits de douane, les membres ont été en désaccord sur les formules à utiliser pour les engagements de réduction. Le système actuel de fixation des droits de douane a permis aux pays ayant l'intention de protéger les agriculteurs nationaux contre les importations bon marché de maintenir des taux plus élevés dans des domaines sensibles à travers les crêtes tarifaires (des droits de douane plus élevés pour les produits sensibles) et la progressivité des droits de douane (hausse des droits de douane avec une valeur ajoutée accrue). La proposition américaine, appuyée par le Groupe de Cairns, va à l'encontre de cette méthodologie en préconisant des coupes tarifaires générales. Sur la base de la proposition américaine, le tarif global moyen sur les produits agricoles baisserait de 62% à 15% (la moyenne américaine actuelle est de

12%). D'autres membres, spécialement l'UE, le Japon, la Suisse, la Norvège et la Corée, ont appelé au maintien de la formule utilisée durant les négociations du Cycle d'Uruguay, qui permet le recours à des mesures telles que les crêtes tarifaires et la progressivité des droits de douane.

Concernant les contingents tarifaires, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns (moins le Canada) ont appuyé un accroissement de 20% de tous les contingents tarifaires. Certains membres du groupe de Cairns souhaitaient un accroissement encore plus grand de ces contingents. Ni le Japon, ni l'UE n'ont appuyé la proposition. Les membres sont généralement d'accord pour une administration accrue des contingents tarifaires, mais les points de vue divergent sur la manière de mettre ceci en œuvre.

Le calendrier convenu pour les négociations à venir est le suivants : 2 - 4 septembre : sessions spéciales sur l'accès aux marchés ; 5 - 6 septembre : consultation d'intersession sur le soutien interne ; et 13 - 15 et 27 septembre : sessions spéciales sur le soutien interne.

Une réunion de mi-novembre donnera aux membres l'occasion de se pencher sur les questions dites inter-piliers. Lors de ces sessions, les membres sont tenus de traduire leurs propositions soumises durant les phases une (2000-2001) et deux (2001-2002) en langage juridique et technique applicable aux modalités. L'article 14 de la Déclaration de Doha prévoit que les modalités de négociations doivent être établies au plus tard le 31 mars 2003.

Le texte complet de la proposition américaine peut être consulté à :

<http://www.fas.usda.gov/itp/wto/proposal.htm>.

Accord Sur Les Textiles Et Les Vêtements: Les Pays En Développement Dénoncent La Lenteur Dans La Mise En Œuvre

Réunis au sein du Conseil général le 31 juillet dernier, les pays en développement exportateurs de produits textiles ont dénoncé l'absence d'accords leur permettant d'avoir facilement accès aux marchés des pays riches, comme l'avait demandé la conférence ministérielle à Doha en novembre 2001.

N'ayant pas obtenu un consensus sur cette question à Doha, les ministres avaient donné mandat au Conseil du commerce des marchandises d'examiner deux propositions visant à accélérer l'ouverture des contingents réservés aux petits fournisseurs des pays en développement et à les calculer de manière favorable, pour ensuite formuler des recommandations au Conseil général " en vue d'une action appropriée " au plus tard le 31 juillet.

Aux termes de ces deux propositions, compilées dans les paragraphes 4.4 et 4.5 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les ministres avaient suggéré,

a) que " lorsqu'ils calculeront les niveaux des contingents ouverts aux petits fournisseurs pour les dernières années de l'Accord, les membres appliqueront la méthodologie la plus favorable disponible en ce qui concerne ces membres au titre des dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance dès le début de la période de mise en œuvre; accorderont le même traitement aux pays les moins avancés; et, lorsque cela est possible, élimineront les restrictions contingentaires à l'importation pour ce qui est de ces membres ",

b) qu'ils " ...calculeront les niveaux des contingents pour les dernières années de l'Accord en ce qui concerne les autres membres soumis à des limitations comme si la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avait été avancée au 1er janvier 2000 ".

Les membres exportateurs principalement concernés (Inde, Chine, Hong Kong, Brésil, Thaïlande, Indonésie, Pakistan et Bangladesh entre autres), ont exprimé explicitement devant le Conseil général leur mécontentement face à ce qu'ils appellent le "manque de souplesse" des pays développés, estimant que des "puissants lobbies" textiles contrôlent le secteur et pèsent sur leurs politiques commerciales.

Pour la Chine, cet échec est difficilement conciliable avec les engagements auxquels ces pays ont souscrit à Doha et va donc inévitablement affecter l'enthousiasme des membres dans la suite du cycle de négociations en cours. Tout comme la Chine, l'Inde, un des principaux demandeurs d'un accord sur le textile, à cause de son immense secteur qui emploie des dizaines de millions de travailleurs, a déploré le fait que l'accent mis sur le développement par une facilitation de l'accès aux marchés pour les pays en développement n'ait pas été respecté. Ces positions ont été partagées par le Brésil, le Bangladesh et d'autres pays en développement.

Les États-Unis et l'UE, principaux membres visés par les critiques des pays en développement, les ont naturellement repoussés arguant que l'absence de mise en œuvre de l'Accord sur le textile et les vêtements n'est qu'une exception qui est susceptible d'être corrigée facilement. D'autre part, ils ont fait remarquer que des concessions de leur part envers certains pays en développement étaient peu justifiables dans la mesure où ces pays n'avaient eux-mêmes ouvert leurs marchés des textiles que très partiellement.

Pourtant, une semaine avant cette réunion du Conseil général et ce débat sur l'ATV, l'OMC avait estimé que les taxes sur les textiles et les vêtements importés dans l'Union, étaient "bien au-dessus de la moyenne". Ce rapport a été communiqué dans le cadre de l'examen régulier de la politique commerciale de l'UE le 26 juillet. L'OMC a rappelé également que l'UE a maintenu pendant longtemps des "restrictions sur les importations de textiles et de vêtements venant des pays en

développement et des pays en transition", et que celles-ci doivent être éliminées d'ici à la fin 2004.

L'Accord sur les textiles et les vêtements est entré en vigueur en 1995 et doit être appliqué dans son intégralité en 2005, avec notamment la levée de tous les contingents.

SUR LE FIL

Conférence Ministérielle Des PMA à Cotonou: Les Pays Membres Veulent Renforcer Leur Coopération Pour Parler D'Une Seule Voix

Les 49 PMA ont tenu le 5 août dernier à Cotonou leur 12^{ème} conférence ministérielle dont l'orientation centrale est le renforcement de la coopération, de la solidarité et de l'unité des PMA dans le cadre des principaux événements mondiaux.

Au cours de cette rencontre de trois jours, une centaine de délégations des PMA, des représentations d'organisations internationales, du système des Nations unies et des partenaires au développement ont abordé une série de questions transversales ayant un intérêt majeur pour les PMA.

Dans le processus de réexamen des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action des PMA, les membres ont fait le point des préoccupations des PMA dans les différentes instances multilatérales, notamment le cycle de négociation post Doha et la dernière conférence de Monterrey sur le financement du développement.

La rencontre s'est également penchée sur les questions et les préoccupations des PMA en direction des prochaines principales rencontres internationales, en particulier le sommet mondial sur le développement durable prévu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002, la 57^{ème} session de l'assemblée générale des Nations

Unies et la 13ème session des ministres des affaires étrangères des PMA.

La rencontre de Cotonou s'est tenue deux mois après la publication du rapport de la CNUCED sur la situation des PMA dans le monde. Au nombre de 49, ces derniers abritent 81% de pauvres et 50% d'extrêmement pauvres, les populations les moins bien loties résidant dans les pays africains. Cette situation a tendance à s'aggraver surtout pour les individus n'atteignant pas le seuil de 1 dollar par jour. Le rapport montre que les pays qui dépendent de l'exportation de leurs produits primaires sont les plus exposés et que l'extrême pauvreté s'y est aggravée ces dernières années.

Un constat implacable est donc fait à l'issue de cette analyse statistique : la pauvreté dans les PMA est générale et persistante. Les auteurs du rapport expliquent que cette situation est induite par un cercle vicieux, que les économies de ces pays sont prises au piège. La seule solution serait de dégager une croissance économique soutenue basée sur des relations économiques internationales saines. Telle n'est pas le schéma de la mondialisation économique néo-libérale qui aggrave la situation et maintient, voire accentue la pauvreté dans les PMA.

Les experts de la CNUCED proposent quelques orientations pour aller dans le sens d'une baisse de la pauvreté généralisée. La condition sine qua none repose sur la promotion, par les gouvernements des PMA, d'une croissance économique soutenue afin de doubler le niveau de vie moyen des ménages. Le programme d'action en faveur des PMA, pour la décennie 2001-2010, adopté à la fin de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA établit un objectif de 7% de croissance du Pib par an afin de réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cette croissance doit reposer sur la synergie entre l'investissement et l'exportation ainsi que sur l'adoption de politiques de développement productif. Enfin, les gouvernements doivent élaborer des politiques pour faire en sorte que certains groupes sociaux ne restent pas en marge du processus.

Le Sommet Des Chefs D'Etats Et De Gouvernement ACP: Consolider Les Acquis Commerciaux Et Renforcer L'Unité Dans Les Négociations

Le troisième Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) s'est tenu du 16 au 19 juillet dernier à Nadi, aux îles Fidji, avec pour entre autres objectifs, de consolider leur position concernant les négociations commerciales à venir avec l'UE, dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Les questions liées au commerce, accompagnées des mesures visant à constituer la capacité d'offre, ont occupé une place prépondérante dans la déclaration finale, notamment un appel à une libéralisation des échanges graduelles qui reconnaisse les conditions économiques différentes des pays ACP.

Dans le cadre de l'Accord de partenariat ACP-UE, signé à Cotonou en juin 2000, les négociations en vue de l'établissement d'Accords de Partenariat Economique entre l'UE et les pays ACP sont prévues pour démarrer le 27 septembre 2002. Ces Accords, dont le but est d'améliorer l'accès aux marchés actuel pour les pays ACP, remplaceront les préférences commerciales non réciproques actuelles accordées par l'UE aux exportations des ACP, au titre de la Convention de Lomé. Les négociations doivent être finalisées le 1er janvier 2008 au plus tard.

Selon Kaliopate Tavola, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de Fidji, la Déclaration finale de Nadi a marqué un changement d'orientation notable, des questions traditionnelles telles que la dette, à un accent accru sur le commerce. Tout en soulignant le « rôle central » que le commerce peut jouer dans le développement économique, la Déclaration a mis l'accent sur la nécessité d'une « flexibilité de politique » pour permettre aux pays en développement « d'atteindre leurs objectifs de développement et de sauvegarder leurs intérêts économiques ». En particulier, la libéralisation des échanges devrait être « introduite et échelonnée de manière progressive » et être accompagnée de

mesures de soutien adéquates qui prennent en compte les contraintes de l'offre, rehaussent la compétitivité et renforcent la capacité à commercer».

Les dirigeants ACP ont en outre noté que les avantages de la mondialisation escomptés ne s'étaient pas matérialisés pour la plupart des pays pauvres « et même quand ils se sont matérialisés, ils ne sont pas répartis équitablement car les coûts sont supportés par tous ». Le Premier Ministre fidjien, Laisenia Qarase, a émis une critique similaire en ce qui concerne la libéralisation des échanges, en notant qu'il n'y avait pas de « terrain de jeu égal pour les ACP ». « L'ouverture des marchés est davantage comparable à une pente raide et glissante pour les pays pauvres. C'est pour cela que nous devons entrer avec précaution dans un système intégré de commerce mondial » a-t-il ajouté. Dans le même temps, Qarase reconnaissait l'association UE-ACP comme « une réussite remarquable » et l'a qualifiée « d'un des groupements d'aide et de commerce international les plus efficaces jamais établis. »

Concernant le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (26 août au 4 septembre), les dirigeants ACP ont convenu de mener des consultations afin de développer et de formuler une position ACP commune lors du Sommet. En outre, les dirigeants ACP ont fortement incité les Etats membres de l'UE à ratifier l'Accord de Cotonou. En date du 19 juillet, 9 pays de l'UE l'ont ratifié (sur les 15 requis), de même que 58 pays La Déclaration de Nadi est accessible à partir du site du Sommet à : <http://www.acpsec.org/fiji/> Pour des renseignements complémentaires sur les relations EU-ACP, voir : <http://europa.eu.int/comm/trade/bilateral/acp/acp.htm>

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement

durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

2 - 4 septembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale.
10-11 septembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends
12 – 13 septembre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés.
16 septembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale
17 – 20 septembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session ordinaire et session spéciale
25 – 27 septembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

Evènement d'ailleurs

26 août – 4 septembre, Johannesburg, Afrique du Sud, Sommet mondial sur le développement durable : Rio +10. Contact : Andrei Vasilyev, UN/DESA, Tél : (1-212) 963 – 59 49
Internet : <http://www.johannesburgsummit.org>
23 septembre, Bruxelles, Belgique, Comité ministériel commercial ACP : pré-négociation des APE. Pour plus d'informations <http://www.acpsec.org>
27 septembre, Bruxelles, Belgique, ouverture des négociations ACP/UE sur les Accords de partenariat économique. Pour plus d'informations : <http://www.acpsec.org>
23 septembre – 1er octobre, OMPI, Genève, Suisse, assemblée générale des pays membres de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), contact : OMPI, Tél. (+41 22) 338 91 11, Fax. (+41 22) 733 54 28), Email : wipo.mail@wipo.org,
Internet: <http://www.wipo.org>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

AGRICULTURE ET COMMERCE INTERNATIONAL, Revue économie internationale, CEPII, Le dernier numéro de la revue Economie Internationale du CEPII est consacré à un état des lieux de l'agriculture dans le commerce international, dans le contexte des négociations commerciales à l'OMC. Les auteurs rappellent que ce secteur est toujours un secteur à part dans le commerce mondial malgré la libéralisation introduite avec les Accords de Marrakech. L'accès au marché des pays développés reste limité, et les soutiens que ces pays accordent à leur agriculture sont toujours importants. Source : <http://www.cepii.fr>

DEVELOPPEMENT DURABLE : NEGOCIATIONS SANS LENDEMAINS, Courrier de la Planète n°68, Août 2002. La coopération internationale a été le grand espoir de la fin du XXe siècle. Pourtant aujourd'hui, un nombre croissant d'acteurs doute de son intérêt comme méthode de gestion de l'ensemble des biens collectifs - et pas seulement quand elle s'applique au développement des populations les plus pauvres de la planète. Cette perception dominante de Johannesburg fait peu de cas du processus international, descendant et participatif, entamé il y a dix ans au Sommet de la Terre de Rio. Des débats et des initiatives sans précédent ont été générés, tant au niveau local, national, régional qu'international...
<http://www.solagral.org/publications/cdp/cdp68/index.htm>

AGRICULTURE UN TOURNANT

NECESSAIRE, AVRIL 2002, Collection Monde en cours/Intervention, Editions C.L.Meyer. Publié par le Groupe de Bruges, cet ouvrage est la seconde édition d'un livre paru en 1996. Il s'agit d'une réflexion libre du Groupe (qui réunit 20 universitaires, chercheurs et responsables agricoles de l'Union européenne et de l'Europe de l'Est) sur l'agriculture européenne, et sa nécessaire adaptation aux exigences du processus d'industrialisation, mais aussi de qualité, dans un contexte de mondialisation et d'élargissement vers les pays d'Europe de l'Est.

PRESERVER LA DIVERSITE BIOLOGIQUE : METTRE LES MARCHES AU SERVICE DE LA CONSERVATION ET DE L'UTILISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITE, avril 2002, 180 pages. Le déclin de la biodiversité se poursuit à un rythme alarmant. Il est urgent de prendre des mesures afin d'enrayer cette tendance et d'assurer l'utilisation durable et la conservation de la diversité biologique. Cette publication définit un cadre conceptuel destiné à aider les utilisateurs à identifier et à utiliser les marchés de produits et services issus de la biodiversité qui sont susceptibles de favoriser la préservation et l'utilisation durable de celle-ci.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE : LES GRANDES QUESTIONS, juillet 2001, 566 pages. Cet ouvrage présente une analyse approfondie des politiques conçues pour répondre aux principales menaces qui pèsent sur la durabilité dans les domaines du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles.

POUR UN COMMERCE EQUITABLE, in Campagnes Solidaires n°162, avril 2002. A l'occasion de la quinzaine du commerce équitable du 2 au 20 mai 2002, le dernier numéro de Campagnes Solidaires consacre son dossier central à cette forme d'échange qui tend à se développer aujourd'hui. Ce dossier rappelle l'origine, les principes, et les formes que prend aujourd'hui ce commerce alternatif. Il rappelle surtout qu'il ne constitue pas une solution globale et durable au commerce international inégal, car il repose uniquement sur le volontariat. Pour cette raison,

deux articles sont aussi consacrés aux relations commerciales ACP-UE (qui permettaient de corriger cette inégalité des échanges, avant que ce principe soit remis en cause par les nouveaux Accords de Cotonou) et à l'Accord agricole de l'OMC qui a une part de responsabilité dans l'effondrement des cours des matières premières. Pour plus de détails, <http://www.confederationpaysanne.fr/cs/162somm.htm>

En anglais

AMENDED PATENTS ACTS AND ACCESS TO MEDICINES AFTER DOHA, in ECONOMIC AND POLITICAL WEEKLY, Vol. 37, 15 juin 2002. Par Dr Philippe Cullet. Centre international de recherches sur le droit de l'environnement. Pour plus d'informations visiter : <http://www.ielrc.org/#publications>.

DEVELOPMENT, TRADE AND THE WTO: A HANDBOOK. 26 Juin 2002, Banque Mondiale, Editée par Bernard M. Hoekman, Philip English et Aaditya Matto. contact: Damian Milverton, tél: (1-202) 473 6735; email: dmilverton@worldbank.org; Internet: http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?item_id=432836.

ETHICALLY SUSTAINABLE? TRADE AND RURAL LIVELIHOOD, in Id 221News n°73, juillet 2002. Pour plus d'informations, contacter Mick Blowfield, C/O DAI, 7250 Woodmont Avenue, suite 200, MD 20814, USA. E mail : yjp60@dial.pipex.com, internet: <http://www.id21.org/society/s7bmb2g1.htm>

IMPLICATIONS OF THE DOHA DECLARATION ON THE TRIPS AGREEMENT AND PUBLIC HEALTH. Organisation Mondiale de la Santé, juin 2002, par Carlos M. Correa. Pour plus d'informations, contacter OMS, 20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse tél: (41- 22) 791 2476; fax: 791 4857; email: bookorders@who.int; Ce document est aussi disponible sur <http://www.who.int/medicines/library/par/who-edm-par-2002-3/doha-implications.doc>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDCS)